



Une école inégalitaire ne peut être une fatalité !

La rentrée scolaire constitue un élément important de la vie de la Nation mais également une étape cruciale pour les élèves et les enseignant-es. Elle est portée par une forte émulation professionnelle individuelle et collective. Pour autant, les conditions de travail dégradées, la succession de réformes inadaptées aux enjeux et le manque criant de moyens, en particulier pour une inclusion scolaire de qualité, continuent d'abîmer l'engagement et la détermination des personnels.

En cette fin du mois d'août, plus d'un mois après la démission du gouvernement suite aux résultats inattendus d'élections législatives précipitées, aucun premier ministre n'a encore été nommé. Au-delà d'un déni démocratique majeur, cet état de suspension multiplie les incertitudes. Les orientations pour l'école comme pour ses personnels dépendront en effet du nouveau gouvernement, au sein d'une Assemblée sans majorité absolue.

Parce que le contexte de rentrée est politiquement inhabituel, la FSU-SNUipp estime qu'il est urgent de peser dès maintenant sur les futures décisions politiques. Face aux enjeux climatiques, sociaux et géopolitiques actuels, il est impératif de donner les moyens de travailler et de redonner sens au métier.

A court terme, il faut abandonner certaines réformes en cours comme le Pacte enseignant et le choc des savoirs avec l'abandon immédiat des évaluations standardisées. Et pour la FSU SNUipp, la question du budget de l'éducation doit être au centre de toutes les attentions et dans cet objectif, le Parlement doit voter dès cet automne une loi de finances à la hauteur des enjeux, garantissant un budget suffisant pour les effectifs et un moratoire sur la carte scolaire, sans nouvelles fermetures de classe l'année prochaine. L'abaissement des effectifs de classe est une mesure prioritaire. Alors qu'ils sont un levier essentiel pour la réussite scolaire, les effectifs d'élèves par classe restent désespérément supérieurs à la moyenne de l'OCDE.

La FSU-SNUipp s'adressera dans les prochains jours en ce sens à la nouvelle assemblée nationale.

L'école a toujours fait front pour la République. Il est temps que la République et ses élu-es fassent front pour l'école.

Paris, le 26 août 2024